



Conseil de sécurité

Syrie : briefing

New York, le 21 mars 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Adrian Hauri, Représentant Permanent adjoint

Monsieur le Président,

Je remercie l'Envoyé Spécial Pedersen et le Secrétaire générale adjointe Joyce Msuya pour leurs interventions.

Ce mois de mars marque la triste commémoration du treizième anniversaire du conflit en Syrie. Le conflit a fait des centaines de milliers de victimes, mortes ou disparues, des millions de personnes déplacées et réfugiées et a détruit les infrastructures civiles et les liens sociaux à une échelle sans précédent dans l'histoire de ce pays.

Treize ans après les débuts de la guerre, une solution politique visant à mettre fin au conflit, en ligne avec la résolution 2254, n'est toujours pas à portée de main. À entendre M. Pedersen, c'est le contraire qui se passe. Tandis que les tensions régionales montent, le niveau des hostilités dans l'ensemble de la Syrie a fortement augmenté. En conséquence, la crise humanitaire, économique et sociale ne fait qu'empirer. Aussi, la Suisse appelle toutes les parties ainsi que les acteurs ayant une influence sur celles-ci à œuvrer vers un cessez-le-feu sur le plan national, à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et des droits de l'homme ainsi qu'à s'engager pour éviter une escalade régionale plus grave encore.

Ce Conseil doit jouer un rôle important dans la lutte contre l'impunité qui est une condition *sine qua non* pour atteindre une paix durable. Nous soutenons en ce sens le travail de la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme et du Mécanisme international, impartial et indépendant.

Le dialogue doit être mené à tous les niveaux. La Suisse salue les efforts de l'Envoyé spécial et de son équipe selon l'approche « pas-à-pas », en coordination avec les pays dans la région intéressés à s'engager pour une solution politique au conflit syrien. Nous continuerons de mettre à disposition Genève pour accueillir tous types de pourparlers et d'initiatives visant à promouvoir une paix durable en Syrie, tel le Comité constitutionnel facilité par l'ONU.

Qu'elles soient citoyennes, réfugiées, représentantes politiques ou issues de la société civile, les femmes syriennes sont actives à tous les niveaux, et ce trop souvent au péril de leur vie. Les détentions arbitraires, les disparitions forcées et le ciblage de défenseuses des droits de l'homme sapent les fondements mêmes du dialogue et d'un environnement propice à une solution politique. Or comme le

rappelle la résolution 2254, c'est au peuple syrien, dans toutes ses composantes, qu'il appartient de définir l'avenir de la Syrie.

Monsieur le président,

Comme porte-plume humanitaire du dossier Syrien j'en viens à la situation humanitaire.

Malgré les préoccupations régionales, il ne faut pas oublier les Syriennes et les Syriens, affectés par la détérioration continue de la situation humanitaire. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'augmentation du taux de malnutrition aigüe ainsi que par l'augmentation continue des besoins humanitaires dans toutes les régions de Syrie.

A cet égard, nous prenons note des appels répétés d'OCHA et d'autres acteurs humanitaires pour un financement adéquat de la réponse aux besoins dans le pays. Les partenaires humanitaires doivent pouvoir travailler en sécurité et les opérations humanitaires doivent bénéficier d'une meilleure prévisibilité pour pouvoir subvenir aux besoins de près de 17 millions de personnes.

Nous soulignons que toutes les modalités de l'aide – y compris l'aide transfrontalière et celle fournie à travers les lignes de front – restent nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires. Nous rappelons que toutes les parties ont l'obligation, conformément au droit international humanitaire, d'autoriser et de faciliter le passage de l'aide humanitaire vers et à travers les zones qu'elles contrôlent.

Enfin, la Suisse exprime sa grande préoccupation quant à la persistance de graves violations du droit international, en particulier à l'encontre des enfants.

Les enfants syriens n'ont, depuis leur naissance, jamais connu leur pays sans conflit. Ils sont particulièrement vulnérables à une multitude de risques que nous avons déjà mentionnés ici et représentent près de la moitié de la population dans le besoin. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'augmentation des cas signalés de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, qui résulte d'une sous-alimentation chronique et provoque des dommages physiques et psychologiques irréversibles.

Après treize longues années, les enfants doivent être protégés et une place doit leur être faite afin qu'ils soient, à terme, en mesure de participer aux choix et aux décisions qui engagent leur avenir, celui de leurs familles et de leur pays.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President

I would like to thank Special Envoy Pedersen and Assistant Secretary-General Joyce Msuya for their contributions.

This month of March marks the sad thirteenth anniversary of the conflict in Syria. The conflict has claimed hundreds of thousands of victims, dead or missing, millions of displaced people and refugees, and has destroyed civilian infrastructure and social links on a scale unprecedented in the country's history.

Thirteen years after the start of the war, a political solution to end the conflict, in line with Resolution 2254, is still not within reach. To hear Mr Pedersen, the opposite is true. As regional tensions mount, the level of hostilities across Syria has risen sharply. As a result, the humanitarian, economic and social

crisis is worsening. Switzerland therefore calls on all parties and those with an influence on them to work towards a domestic ceasefire, to respect their obligations under international humanitarian and human rights law, and to commit themselves to preventing an even more serious regional escalation.

This Council must play an important role in the fight against impunity, which is a *sine qua non* condition if lasting peace is to be achieved. To this end, we support the work of the Human Rights Council's Commission of Inquiry and the impartial and independent International Mechanism.

Dialogue must be conducted at all levels. Switzerland welcomes the efforts of the Special Envoy and his team, based on the "step-by-step" approach, in coordination with countries in the region interested in working towards a political solution to the Syrian conflict. We will continue to make Geneva available to host all types of talks and initiatives aimed at promoting lasting peace in Syria, such as the UN-facilitated Constitutional Committee.

Whether they are citizens, refugees, political representatives or members of civil society, Syrian women are active at all levels, all too often at the risk of their lives. Arbitrary detentions, enforced disappearances and the targeting of women human rights defenders undermine the very foundations of dialogue and an environment conducive to a political solution. As Resolution 2254 reminds us, it is up to the Syrian people, in all its components, to define the future of Syria.

Mr President,

As the humanitarian penholder for Syria, I would now like to turn to the humanitarian situation.

Despite regional concerns, we must not forget the Syrian people, who are affected by the continuing deterioration in the humanitarian situation. We are particularly concerned by the increase in the rate of acute malnutrition and the continuing rise in humanitarian needs in all regions of Syria.

In this regard, we note the repeated calls by OCHA and other humanitarian actors for adequate funding to respond to needs in the country. Humanitarian partners must be able to work in security and humanitarian operations must be more predictable if they are to meet the needs of nearly 17 million people.

We stress that all aid modalities - including cross-border aid and cross-line aid - remain necessary to meet humanitarian needs. We recall that all parties have an obligation under international humanitarian law to allow and facilitate the passage of humanitarian aid to and through areas under their control.

Finally, Switzerland expresses its deep concern at the persistence of serious violations of international law, particularly against children.

Since birth, Syrian children have never known their country to be free of conflict. They are particularly vulnerable to a multitude of risks that we have already mentioned here, and represent almost half of the population in need. We are particularly concerned about the increase in reported cases of stunting in children under the age of 5, which results from chronic undernourishment and causes irreversible physical and psychological damage.

After thirteen long years, children must be protected and given a place so that, in time, they are able to participate in the choices and decisions that affect their future, that of their families as well as of their country.

Thank you.